



GESTION PUBLIQUE

La veille internationale en brèves

N° 70 – juillet / août 2016

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

Note réactive du mois

N° 85 – États-Unis la technologie du *blockchain* au service de la simplification administrative



En mai 2016, à New York, lors d'une conférence sur les nouvelles technologies, le gouverneur de l'État du Delaware, Jack Markell, a annoncé qu'il souhaitait utiliser le *blockchain* pour simplifier les démarches administratives des entreprises installées dans l'État. Cette mesure permettra par ailleurs de faire des économies, gagner du temps, sécuriser les échanges et faciliter les relations entre l'administration fiscale et les entreprises.

[en savoir plus](#)

vmd

Actualité de la gestion publique

1 - Gestion de la performance (audits, budget, indicateurs)

OCDE



Pour le prochain sommet de l'organisation internationale qui se tiendra à Dubai du 12 au 14 février 2017, l'Observatoire de l'innovation dans le secteur public (OPSI) a lancé un **appel auprès des fonctionnaires du monde entier pour présenter des exemples d'innovation dans le secteur public**. Sont particulièrement attendues les innovations relatives à la **co-crédation des services publics** et aux **moyens de financement alternatifs**. Jamie Berryhill, spécialiste de l'innovation, précise que l'OPSI est « intéressé par toutes les initiatives qui n'ont pas (ou peu) reçu de couverture mondiale à ce jour, mais qui représentent de **nouvelles façons de concevoir et de mettre en œuvre des politiques publiques** ».

[en savoir plus](#)

jfa

Espagne / Portugal



L'Union européenne a finalement **renoncé à appliquer des sanctions financières** (0,2 % du PIB) pour **déficit excessif** aux deux pays de la péninsule ibérique. Reconnaisant qu'ils ont **mené de nombreuses réformes et considérablement réduit leur déficit depuis 2009**, les commissaires ont décidé – au lieu d'infliger une amende – d'explorer la possibilité de **suspendre les fonds structurels l'année prochaine** si des dispositions budgétaires ne sont pas prises dans les meilleurs délais. Cette mesure qui toucherait sévèrement les deux pays, nécessite **un accord avec le Parlement européen**, dont la discussion a été reportée après la pause estivale. Pierre Moscovici, commissaire aux Affaires économiques et financières, a ajouté « Les sanctions, même symboliques, **n'auraient pas été comprises par le public**. Ce n'est pas la meilleure approche à un moment où les doutes se propagent au sein de l'Europe ».

[en savoir plus](#)

jfa

<p>Japon</p> 	<p>Le Premier ministre, Shinzo Abe, a annoncé, le 2 août, un ultime plan de relance d'un montant global de 28 000 milliards de yens (242 milliards d'euros). Il a déclaré qu'il s'agit de « soutenir la demande intérieure et de s'assurer du redressement de l'économie ». Ce plan s'intègre dans sa stratégie dite « Abenomics » (en trois axes : politique fiscale flexible, relance monétaire et croissance à long terme) dont le FMI vient dans un rapport de constater les effets limités. Les nouvelles dépenses inscrites au budget (7 000 milliards de yens, soit 60 millions d'euros) incluent des aides à aux personnes en difficulté, mais aussi des crédits pour des dépenses d'infrastructures et de reconstruction.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Slovénie</p> 	<p>Le pays, qui est parvenu en 2015 à faire descendre son déficit public en dessous de la barre des 3 %, poursuit avec encore plus de rigueur son plan d'assainissement des finances publiques. Le nouveau gouvernement de Miro Cerar s'est engagé à atteindre le seuil de 1 % du PIB en 2018 et, pour ce faire, vient d'annoncer un important plan de privatisation qui doit compenser les augmentations de rémunération dans le secteur public (5 % en 2016 et 2,5 % en 2017, qui seront maintenus). Avec un grand nombre d'entreprises et de banques publiques, l'État contrôle aujourd'hui près de 50 % de l'économie. Il veut attirer des investisseurs stratégiques qui permettront d'améliorer la performance et la compétitivité.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

2 - Organisation et mise en œuvre du service public

<p>Allemagne</p> 	<p>À la suite des attaques qui ont touché le pays, Thomas de Maizière, ministre fédéral de l'Intérieur, a annoncé la création au 1^{er} janvier 2017 d'un nouveau service, placé sous sa tutelle et dénommé « Service central pour les technologies de l'information en matière de sécurité ». Cette entité sera composée de 400 fonctionnaires, qui auront pour principale mission de coordonner la lutte contre la cybercriminalité et le terrorisme. Ils formeront et soutiendront les services opérationnels de police et de justice. Les deux lois régissant le secret des communications (téléphoniques et services de messagerie via Internet) vont être harmonisées pour permettre aux services d'enquête un accès plus facile.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Italie</p> 	<p>Dans le cadre du nouveau programme de privatisations (pour un montant global attendu de 8 milliards d'euros) annoncé par le chef du gouvernement, Matteo Renzi, l'État va mettre en vente une partie du capital d'ENAV, l'opérateur public de contrôle de la navigation aérienne. L'opération, validée le 11 juillet par la direction du Trésor, a largement dépassé les attentes et a permis de rapporter 833 millions d'euros. « Une demande huit fois supérieure à l'offre et un prix de l'action atteignant à la clôture le maximum de la fourchette indicative (3,3 euros) ont, selon le ministre des Finances, Pier Carlo Padoan, contribué à ce deuxième succès après la privatisation de Poste Italiane, réalisée en 2015 ».</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Russie</p> 	<p>Un nouveau système unifié de gestion de la protection sociale va voir le jour et remplacer plus de 130 caisses existant dans le pays. Dénommé EGISSO, il regroupera les dépenses engagées et les prestations reçues par chaque citoyen en matière de santé et de retraite afin d'améliorer l'efficacité et la lutte contre la fraude. Nikolai Yelistratov, président de la principale caisse de retraite, précise que le coût de l'opération a été chiffré à 2,5 milliards de roubles (34,4 millions d'euros) répartis sur trois ans, soit un peu plus de la moitié de la part du budget de l'État consacrée à la protection sociale, mais devrait rapporter 10 % d'économies annuellement.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Suède</p> 	<p>Le gouvernement a installé une commission chargée d'identifier les moyens d'améliorer les possibilités de financement participatif (<i>crowdfunding</i>) et nommé à sa tête Severin Blomstrand, ancien juge de la Cour suprême. Le vice-ministre des Finances, Per Bolund, a déclaré qu'il fallait capitaliser sur cette tendance qui cible actuellement les petites et moyennes entreprises des secteurs émergents et qu'il était nécessaire de revoir la réglementation du marché. « Il y a aujourd'hui plusieurs plateformes bien connues opérant en Suède. Leur développement doit être encouragé, tout en maintenant la confiance dans le secteur avec un degré élevé de protection des consommateurs ».</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

Danemark 	<p>Pour favoriser l'intégration des réfugiés, l'État a lancé une application qui vise à les aider à trouver leurs repères dans leur nouveau pays de résidence. Elle contient des informations sur les droits et devoirs en matière d'égalité des sexes, d'éducation et d'emploi et peut être consultée en six langues : anglais, arabe, danois, farsi, ourdou et turc. Ellen Trane Nørby, ministre de l'Enfance, de l'Égalité et de l'Éducation, précise que « l'application ne vise pas à être utilisée seule, elle va de pair avec l'enseignement dispensé dans les centres d'asile, de sorte que les personnes qui viennent au Danemark sachent vers qui s'adresser et soient informées de ce que nous attendons d'elles ».</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
Estonie 	<p>Voulant garantir l'intégrité de ses données numériques en cas de cyber-attaque, le gouvernement est en pourparlers avec le Royaume-Uni, et aussi avec le Luxembourg (en raison du Brexit) pour y ouvrir un centre dans lequel seront sauvegardées l'ensemble des données de l'Administration. Depuis l'attaque subie en 2007 qui avait touché banques et médias, mais aussi les réseaux gouvernementaux et de télécommunications, le pays – leader en matière d'Administration électronique – considère sa sécurité numérique comme une priorité absolue : il utilise déjà des serveurs locaux implantés dans certaines de ses représentations diplomatiques pour sauvegarder des copies des dossiers sensibles.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
Luxembourg 	<p>Fin juin, le Grand-Duché est devenu le premier État membre de l'UE à adopter officiellement le CIME, le nouveau cadre pour la gestion de l'information d'entreprise adapté pour le secteur public des pays européens. Le CIMF est basé sur un ensemble holistique structuré de six principes qui englobent les différentes phases du cycle de vie de l'information : le premier principe souligne l'importance de l'information comme un bien public essentiel et les cinq autres décrivent la façon dont l'information doit être générée, gérée, partagée, protégée et préservée. Xavier Bettel, Premier ministre, a annoncé sa mise en application immédiate dans tous les départements ministériels.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
Singapour 	<p>La ville-État a annoncé avoir signé un partenariat avec la société Microsoft pour faire évoluer les services numériques vers l'informatique conversationnelle, en utilisant des chatbots (logiciels intelligents qui simulent le comportement humain). Vivian Balakrishnan, ministre des Affaires étrangères et chargé de l'initiative « Nation intelligente » a déclaré : « Je sais que la technologie peut procurer aujourd'hui à l'Administration des moyens plus intuitifs pour fournir les services à nos citoyens ». Les chatbots, qui combinent le langage humain, l'intelligence artificielle et l'apprentissage de la machine, permettront d'accéder à un service ou d'accomplir une tâche avec une seule conversation directe (orale ou écrite).</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

4 - Gestion des ressources humaines

Canada 	<p>Phénix, le nouveau système informatique de gestion de la rémunération des agents publics fédéraux, est toujours sous les feux d'une vive critique. Déployé dans tous les services alors que la phase de test réalisée en février après plusieurs reports, avait mis en lumière de nombreuses anomalies, et qu'un audit externe l'avait déconseillé. 80 000 dossiers, sur les 300 000 gérés, comportaient des erreurs (allant du trop-perçu à l'absence totale de versement pour près de 500 fonctionnaires). Marie Lemay, sous-ministre de Services publics et Approvisionnement Canada, s'est engagée à ce que tout soit régularisé au plus tard en octobre. Le coût supplémentaire est d'ores et déjà évalué à vingt millions de dollars canadiens.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
Irlande 	<p>Comme il s'y était engagé, le nouveau ministre de la Dépense publique et des Réformes, Paschal Donohoe, a confirmé que les adhérents des deux organisations professionnelles qui ont refusé de signer l'accord de Lansdowne Road (l'un représentant les forces de police et l'autre les enseignants du second degré) ne bénéficieront pas de l'augmentation de traitement qui va être accordée à l'ensemble des agents publics. Il s'agit de la première mise en œuvre d'une modification de la loi sur la Fonction publique, votée en automne 2015 et qui permet d'imposer des pénalités financières telles que le gel des augmentations pour les adhérents de syndicats ayant rejeté une convention collective.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

Nouvelle-Zélande



La Fonction publique envisage **d'avoir recours au CV anonyme** pour tenter de réduire l'écart de rémunération entre femmes et hommes. Un rapport publié en décembre 2015 a montré qu'il était de 8,9 % en moyenne, et s'élevait à 14 % chez les cadres supérieurs. S'inspirant de **l'expérience menée au Royaume-Uni à l'automne 2015** (uniquement dans la haute Fonction publique), Iain Rennie, commissaire pour les services de l'État, a indiqué que « cette nouveauté représenterait **un réel bouleversement** et qu'il existe des **preuves solides** pour affirmer que **cela va réduire les inégalités** en soutenant les femmes mais aussi les candidats issus de milieux plus diversifiés ».

[en savoir plus](#)

jfa

Royaume-Uni

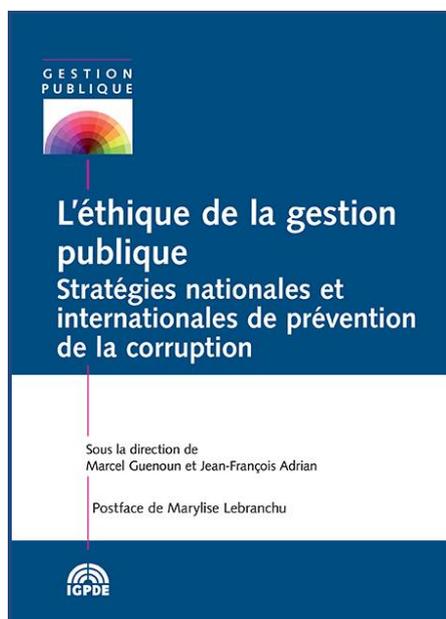


Une nouvelle circulaire **interdit désormais aux agents publics d'utiliser des abréviations et locutions latines communes** dans les communications officielles (courriers de l'Administration, communiqués de presse et sites Internet gouvernementaux) pour le motif qu'elles **génèrent la confusion auprès d'une partie de la population** (qui ne les comprend pas toujours ou qui utilise des logiciels d'aide à la lecture). Le département ministériel en charge du numérique (DSG) a édité un **guide répertoriant toutes les alternatives en langue anglaise** (4 000 occurrences). L'initiative – controversée – s'intègre dans la démarche du « Plain English Campaign » qui doit progressivement devenir la règle.

[en savoir plus](#)

jfa

Paru le 12 juillet 2016



L'éthique est, indubitablement, la pierre angulaire de l'action publique. Son enracinement dans la conscience et la pratique des agents publics conditionne le respect et la confiance que les citoyens accordent à leur administration.

Quels que soient le niveau d'instruction et de développement des peuples ou leur culture administrative et politique, l'exigence d'une gestion publique rigoureuse, soucieuse du bon usage de l'impôt et de l'intérêt général, se répand dans le monde en accompagnement de la globalisation de l'information et de la transparence accrue qu'elle implique.

C'est ainsi que l'éthique, en tant que concept, tend à se diffuser et à être plus fortement visible dans les agendas politiques. Mais sa mise en œuvre au quotidien demeure difficile. La conciliation entre bonnes intentions, cadre législatif et pratique effective est au centre du présent ouvrage, issu des 12^e Rencontres internationales de la gestion publique. Il confronte les résultats de recherches scientifiques sur la nature, les causes et les techniques d'éradication de la corruption, et les témoignages de praticiens issus d'administrations d'État et d'organisations internationales sur les stratégies globales et sectorielles de prévention et de lutte contre ce fléau. Une attention particulière est portée aux marchés publics, qui constituent autant une source de difficultés qu'un élément de solution.

Editeur : Comité pour l'histoire économique et financière de la France / IGPDE
Collection « Gestion publique » – 240 pages – ISBN 978-2-11-129383-0 – Prix : 19 €
(formats ePub ou PDF : 9,99 €)

[en savoir plus](#) / [commander](#)

INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : ANNE-HÉLÈNE ROIGNAN, DIRECTRICE GÉNÉRALE
RÉDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN (jfa) / VIRGINIE MA-DUPONT (vmd)
NADINE BERNET
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

recherche.igpde@finances.gouv.fr – [@Igpd_Gp](https://twitter.com/Igpd_Gp)

<http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique>

PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2016

